

Survol

Les trois ordres de gouvernement fournissent aux Canadiens de nombreux services qui ne peuvent pas être facilement offerts par des entreprises privées. Par exemple, l'administration fédérale est responsable de la défense nationale et de la diplomatie internationale, tandis que les administrations provinciales et territoriales s'assurent que les Canadiens ont accès à des services essentiels, notamment en matière de santé et d'éducation. Quant aux administrations municipales, elles veillent à l'entretien des rues et à la sécurité des collectivités.

La constitution énonce les responsabilités de chaque ordre de gouvernement. Toutefois, leurs comptes indiquent quelles sont les priorités de ces administrations et comment l'argent des contribuables est dépensé. Tous comptes faits, en 2005-2006, les administrations publiques ont dépensé 516,9 milliards de dollars pour fournir des biens et des services aux Canadiens.

En 2005-2006, l'administration fédérale a dépensé 6 794 \$ pour chaque homme, femme

et enfant, et les administrations provinciales, territoriales et municipales ont dépensé une autre tranche de 10 839 \$ par habitant.

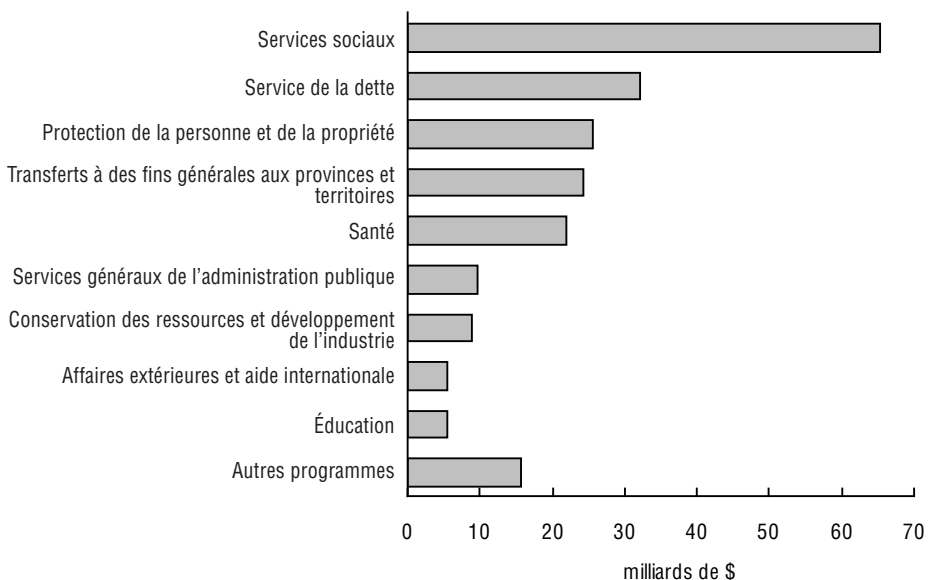
Ces moyennes varient toutefois beaucoup, particulièrement d'une province et d'un territoire à l'autre. En raison du coût élevé de la prestation de services dans le nord du Canada, le Nunavut a dépensé 38 859 \$ par habitant, tandis que les dépenses des provinces par habitant allaient de 10 000 \$ à 15 000 \$.

Administration fédérale

L'assistance sociale constitue la plus importante dépense de l'administration fédérale. En 2005-2006, les paiements de sécurité sociale ainsi que les programmes d'allocations familiales et de maintien du revenu ont coûté un peu plus de 57,4 milliards de dollars, soit une hausse de 9,6 % depuis 2001-2002.

Les dépenses fédérales au titre des soins de santé ont bondi de 6,8 milliards de dollars

Graphique 17.1
Certaines dépenses de l'administration fédérale générale, 2006



Note : Année financière se terminant le 31 mars.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0002.

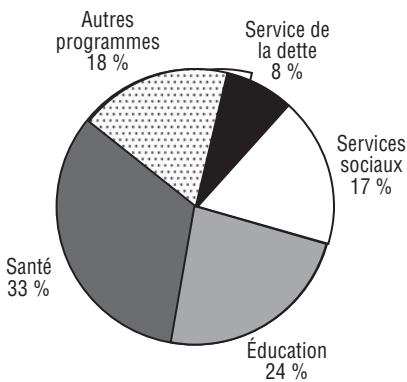
en 2003-2004 à 23,8 milliards de dollars en 2004-2005. En 2005-2006, elles se situaient à 21,8 milliards de dollars. L'augmentation observée en 2004-2005 était surtout attribuable au nouveau Transfert canadien en matière de santé, c'est-à-dire un transfert précis aux provinces et aux territoires au titre de la santé, qui s'est élevé à 14 milliards de dollars en 2004-2005. Avant 2004, les transferts fédéraux en santé faisaient partie d'un transfert à des fins générales, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. En conséquence, le transfert de nature générale a fléchi de 29,6 milliards de dollars en 2003-2004 à 21,0 milliards de dollars en 2004-2005.

La protection de la personne et de la propriété constitue un autre poste de dépense élevé pour l'administration fédérale. L'armée, la police fédérale, les pénitenciers et les tribunaux ont coûté 25,5 milliards de dollars en 2005-2006.

Administrations provinciales et territoriales

La principale responsabilité des provinces et des territoires est de fournir des soins hospitaliers et des soins de santé. Ensemble, ces paliers de gouvernement ont dépensé 93,8 milliards de dollars au chapitre de la santé en 2005-2006. Les transferts fédéraux accrus en santé, le

Graphique 17.2
Dépenses consolidées des administrations provinciales et territoriales, 2006



Note : Année financière se terminant le 31 mars.
Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0001.

Tableau 17.a
Emplois, salaires et traitements dans le secteur public

	2005	2006
	nombre	
Employés	3 082 690	3 142 270
	milliers de dollars	
Salaires et traitements	143 312 467	151 186 092

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 183-0002.

vieillesse de la population et la hausse des coûts des services médicaux ont fait monter ces coûts de plus d'un quart depuis 2001-2002.

L'éducation des Canadiens est la deuxième dépense en importance des administrations provinciales et territoriales : cette dépense atteignait la coquette somme de 70,6 milliards de dollars en 2005-2006. L'éducation primaire, secondaire et postsecondaire comptait pour 96 % de ce montant.

Administrations municipales

L'éducation primaire et secondaire, l'entretien des rues, la protection des quartiers et les infrastructures locales sont les plus grosses dépenses des administrations municipales. En 2005, les dépenses effectuées au chapitre de l'éducation primaire et secondaire se sont élevées à 40,1 milliards de dollars. Les administrations municipales ont consacré 10,5 milliards de dollars à des programmes de protection de l'environnement (épuration des eaux, cueillette des ordures ménagères, etc.) et 9,8 milliards de dollars, à la protection de la personne et de la propriété.

La construction et l'entretien de routes et de rues ainsi que la prestation de services de transport coûtent 11,8 milliards de dollars aux administrations municipales.

Taxes, impôts et autres sources de recettes

Diriger le pays coûte cher. Si elles ne percevaient pas d'impôts et de taxes auprès de la population, les administrations publiques ne pourraient pas offrir aux Canadiens les services qu'ils sont en droit d'obtenir. En 2005-2006, tous les ordres de gouvernement ont perçu 403,7 milliards

de dollars en impôts et en taxes, soit environ 70,0 milliards de plus qu'en 2001-2002.

Plus de la moitié de cette somme (56,3 %) provenait des impôts sur le revenu : les impôts sur le revenu des particuliers et sur le revenu des entreprises totalisaient respectivement 169,2 milliards de dollars et 51,1 milliards de dollars. Les taxes à la consommation — comme les taxes sur les carburants, les droits de douane et les taxes sur l'alcool, le tabac et les jeux de hasard — comptaient pour une autre tranche de 108,0 milliards de dollars, et ce sont les provinces et les territoires qui ont perçu plus de la moitié de ces taxes. Les impôts fonciers totalisaient d'autre part 49,6 milliards de dollars, la plus grande partie de cette somme allant directement aux administrations municipales.

Les administrations publiques tirent également leurs recettes d'autres sources. En 2005-2006, elles ont touché collectivement 45,3 milliards de dollars provenant de placements, et elles ont vendu pour 43,1 milliards de dollars de biens et services tels des droits de scolarité et l'eau des municipalités.

Ensemble, les trois ordres de gouvernement du Canada ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec ont touché davantage d'argent qu'ils n'en ont

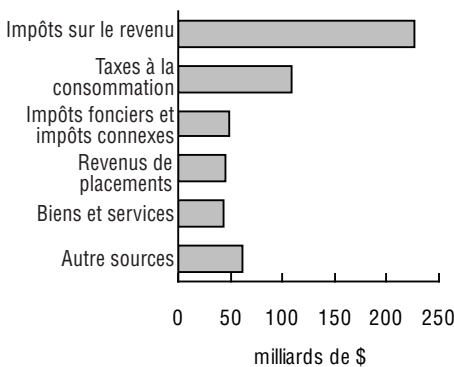
dépensé chaque année depuis 1999-2000. Cet excédent faisait suite à une série de déficits. Toutefois, une grande partie de cet excédent a été enregistré à l'échelon fédéral et en Alberta de même que dans les comptes du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec. En outre, bien que l'administration fédérale ait connu des excédents successifs depuis 1997-1998, les 13 administrations provinciales et territoriales n'ont enregistré que quatre excédents annuels dans la dernière décennie.

Employés du secteur public

Sur les 16,5 millions de travailleurs que comptait le Canada en 2006, un peu plus de 3,1 millions occupaient un poste dans le secteur public. Environ 1,1 million de ces derniers employés travaillaient pour les administrations publiques à proprement parler, tandis que 976 000 travaillaient pour des établissements d'enseignement et 780 000 étaient chargés de fournir des services de santé et des services sociaux.

Ensemble, ces employés du secteur public — policiers, employés des postes, diplomates, éboueurs, praticiens de la santé, bureaucrates et autres fournisseurs de services publics — ont touché une rémunération totalisant 151,2 milliards de dollars en 2006. Après être demeurés stables ou avoir pris du recul de 1994 à 1997, les salaires du secteur public s'étaient accrues de presque 50 % à la fin de 2006.

Graphique 17.3
Recettes consolidées des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales, 2006



Note : Les données des administrations provinciales et territoriales sont en date du 31 mars et celles des administrations locales sont en date du 31 décembre.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0001.

Sources choisies

Statistique Canada

- *Analyse en bref*. Hors série. 11-621-MIF
- *Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada*. Annuel. 63-202-XIF
- *Programmes de revenu de retraite au Canada*. Irrégulier. 74-507-XCB
- *Revue chronologique de la population active*. Annuel. 71F0004XCB
- *Statistiques sur le secteur public*. Annuel. 68-213-XIF

Plus de Canadiens choisissent le vin

La bière est la boisson alcoolisée la plus populaire au Canada, les ventes atteignant 8,4 milliards de dollars ou un peu plus de la moitié de tout l'alcool vendu. Cependant, pour la première fois, les ventes de vin et non les ventes de spiritueux se sont classées en deuxième position en 2004-2005. Les spiritueux et le vin représentent chacun environ le quart de tout l'alcool vendu.

L'évolution des goûts des Canadiens se reflète dans la hausse des ventes de vin, qui ont invariablement dépassé celles de la bière et des spiritueux. Les ventes de vin ont augmenté de 6,5 % en 2004-2005 par rapport à l'année précédente, soit environ deux fois le taux de croissance du marché de la bière et près de trois fois celui des spiritueux. Les ventes de vin ont augmenté en moyenne de 8,0 % au cours des 10 dernières années.

Les Canadiens aiment goûter ce que le monde a à offrir et achètent de plus en plus de boissons importées, lesquelles ont accaparé 34 % du marché canadien en 2004-2005,

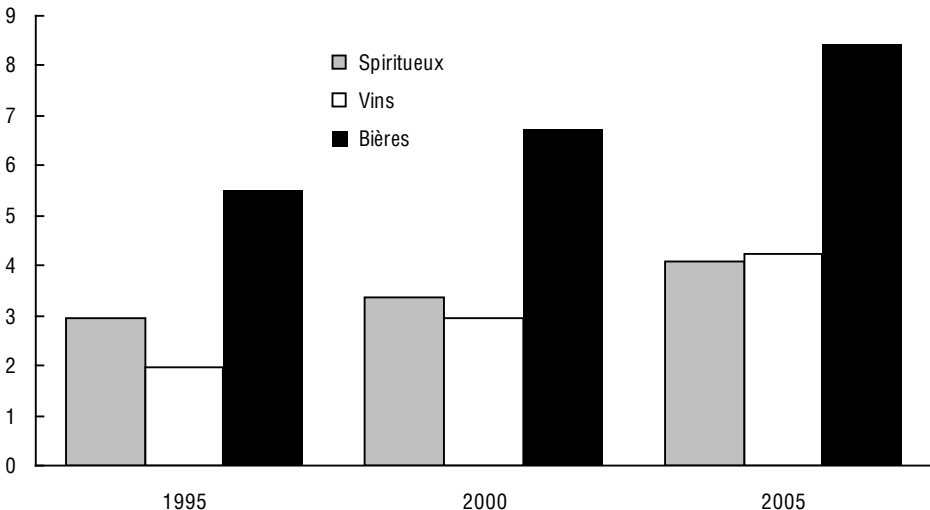
comparativement à 22 % 10 ans plus tôt. Les marques canadiennes, particulièrement la bière, ont connu une croissance des ventes beaucoup plus lente que celle des marques importées.

Les Canadiens achètent souvent de l'alcool dans un point de vente du gouvernement. Le gouvernement réglemente la vente de l'alcool dans la plupart des provinces et territoires. En 2004-2005, les magasins d'alcool et de bière et leurs agents au Canada ont vendu 16,8 milliards de dollars de boissons alcoolisées aux consommateurs, aux bars, aux restaurants et à d'autres établissements.

Les revenus nets des régies des alcools des provinces et des territoires ont atteint 4,5 milliards de dollars en 2004-2005. C'est en Colombie-Britannique et en Ontario qu'ils ont augmenté le plus (hausse de 7,1 % et de 6,7 % respectivement), tandis qu'ils ont reculé de 4,4 % au Québec en raison d'une grève de trois mois à la Société des alcools du Québec.

Graphique 17.4
Ventes de boissons alcoolisées

milliards de \$



Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 183-0006.

Le défi de la dette publique au Canada

Le défi de la dette financière globale du Canada demeure entier, et ce, malgré les excédents que les trois ordres de gouvernement ont collectivement enregistrés depuis la fin des années 1990. En raison des dépenses publiques effectuées des années 1970 au milieu des années 1990, les Canadiens n'ont eu d'autre choix que d'endosser une dette se chiffrant à 798,4 milliards de dollars en mars 2004, ou 25 044 \$ pour chaque personne du pays.

L'administration fédérale est celle qui a réussi le plus à faire baisser sa dette. Toutefois, elle détient la plus importante part du passif, soit environ 523,3 milliards de dollars en mars 2005. La dette financière fédérale nette par habitant est passée de 18 850 \$ à 16 270 \$ depuis 1995.

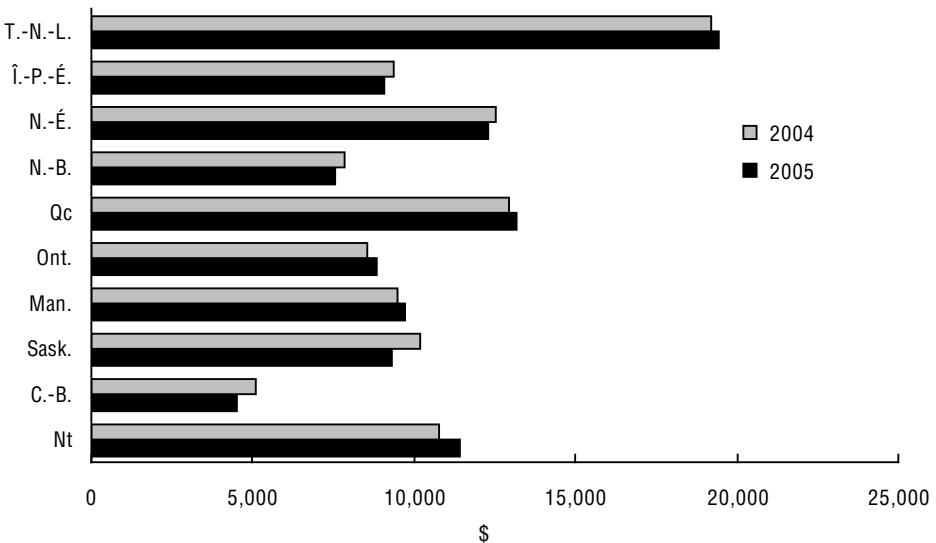
En 2006, 15 cents de chaque dollar que l'administration fédérale dépense vont aux intérêts débiteurs de la dette. Cela n'en constitue pas moins une remarquable amélioration par rapport à 1995, année où l'administration consacrait aux intérêts débiteurs près de 27 cents de chaque dollar.

Les administrations provinciales et territoriales ont eu des expériences très différentes en regard du fardeau de la dette. Au cours de la dernière décennie, les plus grosses provinces du Canada (le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique) ont également enregistré les plus gros déficits annuels, faisant croître leur fardeau global chaque année. Cependant, le Manitoba, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick ont affiché des excédents chaque année ou presque et ont réduit leur dette. L'Alberta a enregistré d'importants surplus ces dernières années et a complètement éliminé sa dette.

En mars 2004, toutes les provinces sauf l'Alberta étaient endettées. Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas eu de dette pendant la plus grande partie de la dernière décennie.

Les villes et villages du Canada sont également endettés, quoique leur dette soit beaucoup moins élevée que celle des autres administrations publiques. Elle s'élevait au total à 11,4 milliards de dollars en 2003.

Graphique 17.5
Dette financière nette par habitant, selon la province ou le territoire



Notes : N'incluent pas les dettes des administrations publiques générales fédérale et locales.
L'Alberta, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas de dettes.
Estimations de la population au 1^{er} avril.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableaux 051-0005 et 385-0014.

Investissement dans les infrastructures

Imaginez que vous n'investissiez jamais dans l'infrastructure de votre maison. Après 15 ans, votre toiture devra être réparée. Après 20 ans, les systèmes de chauffage et de climatisation commenceront à tomber en panne, et la plomberie et les composantes électriques commenceront à se détériorer. Votre maison serait rapidement invivable.

Les administrations publiques font face aux mêmes problèmes en ce qui concerne les infrastructures publiques, à savoir les routes, les réseaux d'égout, les installations de traitement des eaux usées et les ponts. En vérité, les installations de traitement des eaux, les réseaux d'égout ainsi que les routes et les autoroutes du Canada ont plus de la moitié de leur durée de vie prévue. Cependant, grâce aux récentes hausses des investissements publics, l'âge moyen de l'infrastructure publique du Canada a reculé en 2003, la première baisse depuis 1973.

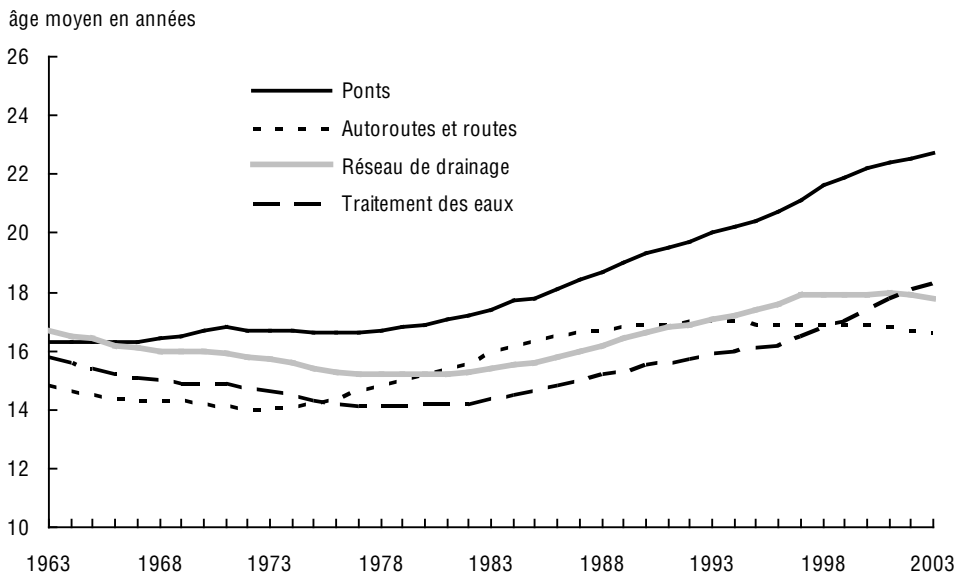
Les automobilistes canadiens ont beau pester encore contre les nids-de-poule et les embouteillages causés par les travaux routiers

en été, notre réseau routier subit en fait une cure de rajeunissement depuis 1995, atteignant l'âge moyen de 16,6 ans en 2003. Toutefois, comme les routes et les autoroutes durent normalement environ 28 ans, elles ont néanmoins dépassé la moitié de leur durée de vie.

L'âge moyen des réseaux d'égout municipaux est en baisse depuis 1997. L'énorme investissement effectué ces dernières années par les administrations municipales dans ce type d'infrastructure a contribué à en tripler la valeur dans les 40 dernières années, la portant à 18,5 milliards de dollars.

De tous les types d'infrastructure, les installations de traitement des eaux usées étaient celles dont la durée de vie tirait le plus à sa fin. Encore une fois, ce sont les administrations municipales qui ont investi le plus, représentant 95 % de tous les investissements de 1997 à 2003. Par contre, les investissements provinciaux ont été faibles, et l'âge moyen des infrastructures provinciales a fait un bond spectaculaire, passant de 14,2 ans à 22,1 ans de 1963 à 2003.

Graphique 17.6
Âge de l'infrastructure publique



Source : Statistique Canada, produit n° 11-621-MIF au catalogue.

Régimes de retraite publics

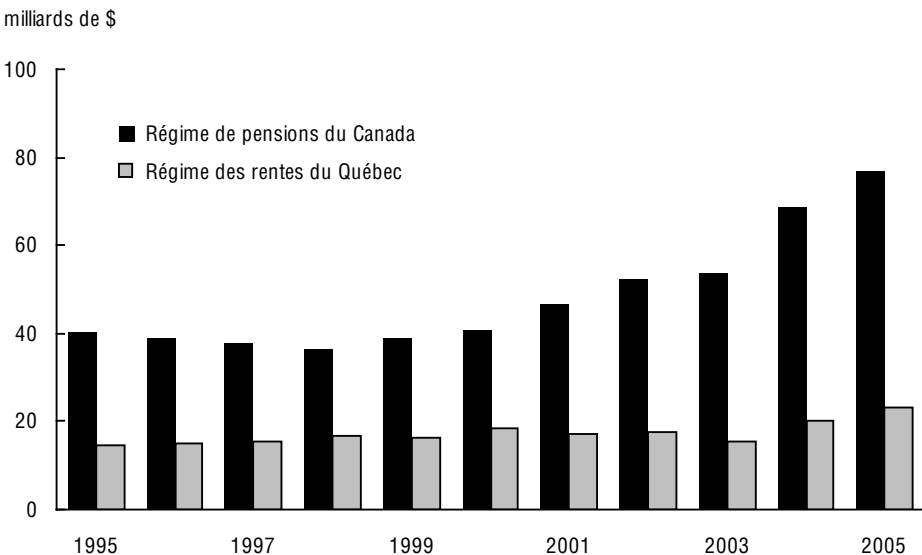
La plupart des Canadiens attendent avec impatience et pendant de nombreuses années de prendre leur retraite : plus d'aller-retour entre la maison et le travail, plus de patrons et plus d'échéances. Toutefois, cette liberté a un prix : il n'y a plus de chèques de paye réguliers. Même si de nombreux Canadiens peuvent compter sur un régime de retraite duquel ils tirent un revenu pendant leurs années dorées, tous les Canadiens complètent leur revenu à la retraite par des prestations d'un régime de pension de l'État.

Fondé en 1966, le Régime de pensions du Canada (RPC) couvre les Canadiens de toutes les provinces et tous les territoires sauf le Québec, qui a son propre programme, le Régime de rentes du Québec (RRQ). Presque toutes les personnes occupées doivent verser des cotisations à ces régimes, lesquelles sont massivement investies en obligations et fonds de placement. En mars 2006, les actifs financiers combinés des deux régimes totalisaient un peu plus de 100,4 milliards de dollars. Le RPC représentait 77,0 milliards de dollars et le RRQ, 23,4 milliards de dollars.

Les deux régimes de pensions ont connu une énorme croissance depuis 2001, année où leur valeur combinée atteignait un peu plus de 64,1 milliards de dollars. Malgré les conditions précaires du marché au cours des premières années du nouveau siècle, des préoccupations concernant la diminution de ces fonds ont mené à une modification de la stratégie d'investissement pour les faire croître. Cette modification et les augmentations ultérieures des taux de cotisation aux deux régimes ont entraîné une grande amélioration de leur situation.

Les cotisations annuelles au RPC ont augmenté de plus du quart, passant de 23,5 milliards de dollars en 2001-2002 à près de 29,1 milliards de dollars en 2005-2006. Cette hausse, jumelée à des prestations de retraite augmentant à un rythme moins rapide (21 %) et à un revenu de placement stable, a permis au RPC de générer des excédents considérables pendant la même période. Les mêmes tendances générales s'observent pour le RRQ, quoique les cotisations à ce régime aient augmenté encore plus rapidement (33 %). Ces régimes représentent presque le cinquième du revenu total des Canadiens de 65 ans et plus.

Graphique 17.7
Situation financière nette des régimes de retraite publics



Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0019.

Tableau 17.1 Recettes et dépenses consolidées des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales, 1992 à 2007

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars																
Recettes	293 731	299 232	305 105	321 073	337 869	351 459	373 531	385 460	414 170	446 959	437 288	447 861	468 557	499 072	535 469	558 817
Recettes autonomes	293 731	299 232	305 105	321 073	337 869	351 459	373 531	385 460	414 170	446 959	437 288	447 861	468 557	499 072	535 469	558 817
Impôts sur le revenu	117 709	113 434	115 128	123 417	134 343	143 578	160 203	164 592	178 423	191 144	188 011	178 173	188 619	207 219	227 275	246 232
Impôts sur le revenu des particuliers	101 935	99 514	98 426	102 144	108 649	113 750	123 029	127 763	138 443	143 116	144 746	139 836	145 324	155 172	169 193	180 757
Impôts sur le revenu des sociétés	14 417	12 606	15 240	19 525	23 604	26 758	33 896	33 620	36 155	43 262	38 819	33 608	38 925	46 695	51 094	57 859
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	96	123	191	308	479	223	304	307	326	454	297	352	215	530	759	710
Impôts directs des non-résidents	1 261	1 191	1 272	1 439	1 611	2 847	2 973	2 901	3 499	4 312	4 150	4 377	4 156	4 822	6 229	6 907
Taxes à la consommation	59 554	61 112	63 268	65 647	66 951	69 372	73 065	76 696	80 088	87 870	88 987	96 431	98 918	104 685	108 026	107 300
Taxes générales de vente	33 608	35 204	37 517	40 050	40 320	42 222	44 619	47 566	51 323	55 523	56 076	60 210	62 169	66 566	69 549	68 538
Taxes sur les boissons alcoolisées et le tabac	7 992	7 450	6 592	5 389	5 459	5 581	5 800	6 234	6 190	6 203	7 201	8 800	9 260	9 650	9 027	8 867
Taxes sur les divertissements	248	270	208	309	351	411	485	626	630	598	592	592	552	561	565	567
Taxes sur les carburants	8 485	9 064	9 578	9 984	10 710	10 873	11 227	11 602	11 789	11 745	11 743	12 337	12 760	12 699	13 088	13 252
Droits de douane	3 999	3 811	3 652	3 576	2 971	2 677	2 765	2 359	2 104	2 807	3 018	3 189	2 804	3 041	3 429	3 606
Bénéfices sur la vente des boissons alcoolisées	2 428	2 402	2 408	2 356	2 658	2 519	2 726	2 806	2 747	3 475	3 144	3 334	3 544	3 703	3 940	4 129
Bénéfices remis, tirés des jeux de hasard	1 495	1 739	2 158	2 814	3 200	3 517	3 730	4 174	4 183	6 315	5 926	6 095	5 969	6 395	6 483	6 476
Autres taxes à la consommation	1 299	1 171	1 156	1 170	1 282	1 573	1 708	1 325	1 121	1 205	1 288	1 873	1 860	2 071	1 945	1 864
Impôts fonciers et impôts connexes	30 619	33 092	34 225	35 491	35 846	36 935	38 545	38 556	40 255	41 063	41 730	42 529	44 244	46 710	49 639	51 417
Autres impôts	11 028	11 431	12 030	12 455	13 039	13 080	13 333	14 054	14 334	15 157	14 940	16 083	17 037	17 788	18 747	19 702
Primes d'assurance-maladie	1 144	1 199	1 236	1 589	1 579	1 648	1 699	2 017	1 950	2 178	2 282	3 000	3 132	3 206	3 258	3 327
Contributions aux régimes de sécurité sociale	25 731	27 617	28 048	29 034	29 423	30 448	29 359	30 424	29 957	30 087	29 723	31 013	31 547	31 995	32 677	33 952
Vente de biens et services	22 413	23 094	24 082	25 208	25 993	28 036	27 723	29 112	32 217	34 689	34 913	37 653	39 130	41 010	43 076	46 329
Revenus de placements	22 303	22 718	22 733	23 621	25 338	25 340	25 623	23 850	28 859	37 749	31 258	33 406	35 984	38 402	45 327	44 999
Autres recettes autonomes	3 230	5 534	4 357	4 609	5 357	3 022	3 976	6 154	8 088	7 020	5 443	9 574	9 946	8 057	7 445	5 559
Dépenses	356 372	365 336	368 752	373 760	381 158	371 693	372 695	387 438	401 520	424 557	437 568	455 442	474 712	487 552	516 910	540 339
Services généraux de l'administration publique	11 896	12 179	12 234	12 227	12 157	12 255	12 495	13 238	13 752	15 968	15 765	17 520	18 633	18 802	19 685	19 956
Protection de la personne et de la propriété	27 569	28 195	29 538	29 248	29 330	28 501	27 984	29 366	31 749	32 978	35 218	37 193	39 154	41 175	43 725	45 301
Transports et communication	18 588	18 133	17 156	18 150	19 680	17 422	17 061	17 822	18 117	17 979	18 628	19 148	20 258	21 385	25 390	26 051
Santé	49 019	50 893	51 597	51 753	53 105	53 427	56 761	59 377	64 317	70 465	76 935	83 315	89 479	94 565	99 017	106 850
Services sociaux	92 692	97 838	101 106	97 324	97 215	98 392	99 329	102 408	105 044	110 145	114 753	117 020	121 058	125 315	132 186	137 809
Éducation	51 193	54 125	54 268	55 644	55 602	54 269	55 389	57 970	60 457	63 522	66 559	70 533	74 246	77 225	83 324	87 726
Conservation des ressources et développement industriel	18 987	16 685	15 777	15 473	15 029	13 072	11 670	12 991	14 354	15 713	16 329	18 784	19 430	18 444	19 749	19 908
Environnement	7 263	7 441	7 849	8 398	8 666	8 381	8 703	8 566	8 672	9 222	9 853	10 259	11 391	11 929	13 313	14 355
Loisirs et culture	8 805	9 077	8 832	8 906	9 189	9 010	8 751	9 277	9 909	10 871	11 347	11 690	13 143	13 736	14 350	14 584
Travail, emploi et immigration	3 255	3 556	2 628	2 575	2 805	2 237	2 929	2 996	2 951	2 882	3 019	3 395	3 440	2 328	2 514	2 582
Logement	3 981	4 113	3 976	3 885	3 948	4 053	3 732	3 816	3 519	3 723	3 420	3 624	3 833	3 900	4 525	4 782
Affaires extérieures et aide internationale	3 862	4 128	3 600	4 634	3 954	3 761	3 675	4 034	4 291	4 477	4 562	5 128	4 611	5 556	5 585	6 654
Planification et aménagement des régions	1 594	1 671	1 514	1 564	1 558	1 527	1 561	1 687	1 762	1 847	2 099	2 111	2 133	2 035	2 168	2 475
Établissements de recherche	1 655	1 932	1 904	2 135	1 933	1 623	1 521	1 724	1 951	1 419	1 767	1 881	1 890	1 855	1 986	1 995
Service de la dette	55 671	55 119	56 079	61 409	66 432	63 232	59 960	60 825	60 173	61 490	55 335	52 380	49 514	47 640	47 703	48 349
Autres dépenses	343	251	694	436	556	530	1 166	1 333	501	1 857	1 979	1 463	2 499	1 662	1 689	964
Surplus/déficit (-)	-62 641	-66 104	-63 647	-52 687	-43 289	-20 234	835	-1 978	12 650	22 401	-280	-7 581	-6 156	11 520	18 559	18 477

Notes : N'inclut ni le Régime de pensions du Canada ni le Régime de rentes du Québec.

Les données des administrations fédérale, provinciales et territoriales sont en date du 31 mars et celles des administrations locales sont en date du 31 décembre.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0001.

Tableau 17.2 Transferts des administrations publiques aux particuliers, 1991 à 2004

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	millions de dollars													
Ensemble des administrations publiques	83 830	93 077	98 323	98 495	98 512	98 865	100 431	104 558	106 006	110 487	117 633	121 047	124 738	129 956
Administration fédérale	45 385	49 317	51 600	50 166	48 879	48 752	49 234	50 739	51 575	53 479	57 965	60 857	62 949	65 436
Prestations familiales et allocations aux jeunes	2 824	2 870	37	37	38	39	43	58	84	99	116	133	140	157
Prestation fiscale et crédit d'impôt pour les enfants	598	658	5 252	5 259	5 214	5 228	5 310	5 600	5 939	6 577	7 379	7 824	8 051	8 549
Pensions (première et seconde guerres mondiales)	777	856	848	864	909	914	921	918	910	973	1 196	1 398	1 463	1 527
Allocations aux anciens combattants	439	443	441	417	397	383	387	387	414	404	267	212	223	266
Subventions aux Autochtones et à leurs organisations	2 376	2 573	2 886	3 027	3 566	3 564	3 730	4 447	4 271	4 511	4 448	4 800	4 951	5 191
Crédit pour taxes sur les produits et services	1 805	2 557	2 655	2 833	2 810	2 866	2 905	2 924	2 943	2 974	3 099	3 140	3 264	3 346
Prestations d'assurance-emploi	17 323	18 648	17 591	15 012	12 889	11 859	10 874	10 713	10 150	9 615	11 361	12 837	13 361	13 269
Paievements de la caisse de la sécurité de la vieillesse	17 955	18 776	19 479	20 170	20 622	21 221	21 798	22 398	22 907	23 790	24 789	25 747	26 931	27 992
Bourses d'études et subventions à la recherche	691	726	727	780	687	686	700	519	519	531	560	585	612	668
Transferts divers et autres	597	1 210	1 684	1 767	1 747	1 992	2 566	2 775	3 438	4 005	4 750	4 181	3 953	4 471
Administrations provinciales	20 937	23 651	24 603	24 815	25 406	25 576	25 945	26 717	27 170	28 574	29 662	29 781	30 039	31 021
Aide sociale, maintien du revenu	7 960	9 371	9 660	9 863	9 854	9 258	8 723	8 050	7 048	6 538	6 547	6 603	6 642	6 739
Aide sociale, autre	1 230	1 213	2 239	2 316	2 308	2 371	2 408	2 241	2 546	2 906	2 966	2 936	3 130	3 229
Indemnités des accidentés du travail	3 982	4 091	3 925	3 811	3 992	4 198	4 067	3 886	4 073	4 434	4 840	5 150	5 034	5 117
Subventions aux associations de bienfaisance	5 571	6 848	5 506	5 577	5 962	6 123	6 714	7 196	7 322	7 953	8 406	8 500	8 593	8 868
Transferts divers	2 194	2 128	3 273	3 248	3 290	3 626	4 033	5 344	6 181	6 743	6 903	6 592	6 640	7 068
Administrations locales	2 700	3 410	3 899	3 949	3 738	2 950	2 640	3 523	2 990	3 248	3 641	2 637	2 737	2 870
Régime de pensions du Canada	11 298	12 808	14 058	15 132	15 777	16 559	17 327	18 054	18 540	19 183	20 023	21 076	21 986	23 129
Régime de rentes du Québec	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 384-0009.

Tableau 17.3 Dette de l'administration fédérale, 1992 à 2006

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars														
Dette fédérale brute	476 104	514 357	557 604	595 877	634 939	651 124	645 725	648 389	648 212	644 900	640 526	629 638	628 830	626 217	619 701
Dette non échue	352 905	383 798	414 942	441 991	470 581	477 940	468 024	461 004	457 331	447 741	444 058	441 366	437 946	432 996	428 354
Obligations négociables	161 499	181 322	208 464	233 621	262 279	295 022	309 256	315 421	315 854	316 651	314 685	303 689	292 145	276 676	269 577
Bons du trésor	152 300	162 050	166 000	164 450	166 100	135 400	112 300	96 950	99 850	88 700	94 201	104 600	113 400	127 200	131 600
Bons et trésor	7	2 552	5 649	9 046	7 296	10 557	12 533	16 353	11 302	12 570	7 765	7 124	7 720	6 705	6 740
Obligations d'épargne du Canada	35 598	34 369	31 331	31 386	31 428	33 493	30 479	28 217	26 899	26 416	24 021	22 584	21 330	19 080	17 342
Obligations détenues par le Régime de pensions du Canada	3 501	3 505	3 498	3 488	3 478	3 468	3 456	4 063	3 426	3 404	3 386	3 369	3 351	3 335	3 095
Comptes de pension de retraite	81 881	87 911	94 097	101 033	107 882	114 205	117 456	122 407	128 346	129 185	126 921	125 708	127 560	129 579	131 062
Billets du Dominion et monnaie en circulation	2 295	2 374	2 464	2 570	2 805	3 243	3 346	3 428	3 601	3 763	3 914	4 122	4 193	4 310	4 533
Autre passif	39 023	40 274	46 101	50 283	53 671	55 736	56 899	61 550	58 934	64 211	65 633	58 442	59 131	59 332	55 752
Dette non échue payable en devises étrangères	3 444	5 409	10 668	16 921	16 809	23 016	27 183	36 000	32 589	33 664	27 547	21 603	20 827	16 543	14 333
Actifs financiers	47 422	43 296	44 385	45 192	56 221	62 722	64 144	73 921	86 479	99 600	105 836	103 146	105 182	102 873	105 609
Dette fédérale nette¹	428 682	471 061	513 219	550 685	578 718	588 402	581 581	574 468	561 733	545 300	534 690	526 492	523 648	523 344	514 089

Note : Année financière se terminant le 31 mars.

1. La dette fédérale nette est égale à la dette fédérale brute moins les actifs financiers.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0010.

Tableau 17.4 Recettes et dépenses générales des administrations locales, 1991 à 2005

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	milliers de dollars														
Recettes	34 960 527	37 313 812	37 911 249	39 289 875	41 133 761	39 340 577	39 830 426	44 329 474	46 681 044	45 707 480	47 914 279	49 529 673	52 088 450	54 873 078	56 375 316
Recettes autonomes	26 270 406	27 609 032	28 277 839	29 310 874	30 582 415	30 515 429	31 612 035	35 447 971	37 514 492	38 470 120	40 344 645	41 427 165	43 459 745	45 711 851	46 714 178
Impôts fonciers et impôts connexes	16 806 435	17 936 420	18 500 589	19 055 608	19 158 680	19 545 258	20 156 358	23 202 176	24 166 067	24 347 710	25 216 004	26 066 057	27 561 288	28 936 177	29 705 281
Taxes à la consommation	71 049	60 916	46 897	50 055	51 119	53 752	54 984	57 688	77 824	83 450	91 430	96 387	102 279	97 668	101 099
Autres impôts	324 040	349 796	341 474	374 643	368 840	388 478	439 999	457 849	511 083	513 055	555 742	619 738	631 634	693 747	721 902
Ventes de biens et de services	6 619 034	6 900 550	7 039 517	7 398 971	7 887 476	7 943 709	8 497 302	9 131 215	10 006 389	10 503 975	11 217 092	11 641 456	11 804 220	12 311 861	12 515 841
Revenus de placements	2 094 570	1 988 056	1 941 689	1 988 419	2 691 690	2 153 561	2 017 827	2 108 481	2 206 737	2 363 079	2 535 109	2 260 957	2 545 493	2 864 104	2 858 336
Autres recettes autonomes	355 278	373 294	407 673	443 178	424 610	430 671	445 565	490 562	546 392	658 851	729 268	742 570	814 831	808 294	811 719
Transferts	8 690 121	9 704 780	9 633 410	9 979 001	10 551 346	8 825 148	8 218 391	8 881 503	9 166 552	7 237 360	7 569 634	8 102 508	8 628 705	9 161 227	9 661 138
Transferts à des fins générales	1 737 648	1 916 222	1 504 938	1 405 870	1 358 395	1 520 974	1 238 912	1 424 893	1 183 535	1 165 153	1 335 653	1 474 235	1 540 818	1 617 394	1 618 974
Transferts à des fins particulières	6 952 473	7 788 558	8 128 472	8 573 131	9 192 951	7 304 174	6 979 479	7 456 610	7 983 017	6 072 207	6 233 981	6 628 273	7 087 887	7 543 833	8 042 164
Administration fédérale	200 258	213 794	214 862	326 895	560 015	497 538	369 127	292 967	225 439	207 188	331 767	645 828	647 329	729 673	841 009
Administrations provinciales et territoriales	6 752 215	7 574 764	7 913 610	8 246 236	8 632 936	6 806 636	6 610 352	7 163 643	7 757 578	5 865 019	5 902 214	5 982 445	6 440 558	6 814 160	7 201 155
Dépenses	36 700 754	38 388 959	39 175 489	39 830 832	41 422 310	39 531 850	40 005 727	42 247 792	43 396 277	44 911 636	46 724 396	48 669 333	53 658 124	55 559 653	58 531 338
Services généraux de l'administration publique	3 734 926	3 751 067	3 724 583	3 759 375	4 006 555	3 876 999	4 014 048	4 237 621	4 711 618	3 836 904	4 359 578	5 165 139	5 688 639	5 719 359	6 062 095
Protection de la personne et de la propriété	5 379 143	5 625 165	5 759 405	5 849 975	6 049 580	6 113 280	6 195 067	6 767 336	6 819 085	7 194 115	7 707 272	8 096 465	8 632 608	9 225 001	9 665 621
Transports et communications	7 364 948	7 603 564	7 727 202	7 970 965	8 415 181	7 936 934	8 390 914	8 492 782	8 822 465	8 918 128	9 094 338	9 245 703	10 078 677	10 980 749	11 545 112
Santé	733 081	804 429	776 316	760 058	812 004	723 213	674 411	860 300	763 441	914 879	1 142 819	1 248 668	1 358 072	1 468 330	1 517 110
Services sociaux	4 119 790	4 860 749	5 376 493	5 396 899	5 186 296	4 263 112	4 213 551	5 171 253	4 982 959	5 532 077	5 187 874	5 285 551	5 510 649	5 704 180	5 493 263
Éducation	180 069	151 561	149 150	149 669	148 372	148 294	182 891	183 812	176 403	190 711	223 890	202 385	202 342	205 221	198 149
Conservation des ressources et développement industriel	795 391	765 319	757 393	812 597	808 144	720 586	796 395	813 459	912 009	940 118	970 859	937 830	1 054 767	1 124 402	1 152 578
Environnement	5 303 036	5 560 787	5 627 471	5 957 365	6 419 277	6 299 724	6 442 329	6 250 761	6 388 056	6 797 043	7 168 290	7 432 848	8 351 000	8 981 743	10 135 087
Loisirs et culture	4 237 428	4 453 275	4 382 103	4 474 516	4 821 431	4 846 078	4 649 903	4 741 202	5 003 778	5 538 033	5 846 720	5 751 152	6 472 763	7 015 622	7 050 286
Logement	777 657	735 781	664 941	634 745	575 561	550 909	558 536	1 098 613	1 142 914	1 481 658	1 721 882	1 901 034	2 005 897	1 879 764	1 958 357
Planification et aménagement des régions	693 106	701 830	662 301	624 732	693 551	623 945	648 769	696 463	742 136	780 654	859 517	903 391	877 434	989 182	1 066 274
Frais de la dette	3 083 493	3 220 211	3 364 485	3 197 402	3 219 343	3 109 192	2 908 177	2 803 772	2 668 034	2 448 319	2 328 317	2 291 318	2 207 397	2 215 020	2 196 839
Autres dépenses	298 686	155 221	203 646	242 534	267 015	319 584	330 736	130 418	263 379	338 997	113 040	207 849	1 217 879	51 080	490 567
Surplus/déficit (-)	-1 740 227	-1 075 147	-1 264 240	-540 957	-288 549	-191 273	-175 301	2 081 682	3 284 767	795 844	1 189 883	860 340	-1 569 674	-686 575	-2 156 022

Note : Année se terminant le 31 décembre.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0004.

Tableau 17.5 Emplois, salaires et traitements dans le secteur public, 2002 à 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	nombre				
Emploi¹	2 953 012	3 024 090	3 038 693	3 082 690	3 142 270
Administration publique	2 689 111	2 756 850	2 773 734	2 819 229	2 879 547
Administration publique générale fédérale ²	359 477	366 428	366 654	370 601	386 685
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	333 193	345 684	344 384	347 828	350 756
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	723 854	752 279	753 425	766 773	780 390
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	309 735	320 542	328 985	334 720	340 289
Administrations publiques générales, locales	359 271	367 627	368 123	377 603	385 621
Commissions scolaires locales	603 581	604 290	612 162	621 703	635 806
Entreprises publiques	263 901	267 240	264 958	263 461	262 723
Entreprises publiques, fédérales	88 429	88 366	87 911	87 502	87 138
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	125 185	127 292	123 988	121 243	119 028
Entreprises publiques, locales	50 287	51 582	53 060	54 717	56 558
	milliers de dollars				
Salaires et traitements³	126 127 906	132 087 438	136 860 265	143 312 467	151 186 092
Administration publique	113 719 389	119 301 395	123 990 420	130 297 376	137 984 277
Administration publique générale fédérale ²	20 384 178	21 018 975	21 349 471	23 641 853	24 804 604
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	16 126 533	17 047 909	17 284 858	17 718 811	18 689 994
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	27 442 889	28 663 440	30 375 029	31 614 224	33 976 066
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	12 231 426	13 174 934	14 049 578	14 662 942	15 394 780
Administrations publiques générales, locales	13 831 226	14 826 207	15 468 000	16 328 820	17 173 727
Commissions scolaires locales	23 703 134	24 569 925	25 463 486	26 330 725	27 945 103
Entreprises publiques	12 408 518	12 786 045	12 869 841	13 015 090	13 201 815
Entreprises publiques, fédérales	3 720 828	3 776 196	3 831 447	3 909 689	3 990 372
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	6 239 806	6 447 641	6 349 344	6 276 102	6 227 527
Entreprises publiques, locales	2 447 884	2 562 206	2 689 052	2 829 299	2 983 915

Notes : Le 24 août 2005, certains estimés antérieurs à l'année 2005 ont été révisés : les données relatives à l'administration publique générale du Nunavut ont été révisées à partir de l'année 2000; les données relatives aux entreprises publiques fédérales de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba ont été révisées à partir de l'année 2003; les données relatives aux entreprises publiques provinciales de l'Ontario ont été révisées à partir de l'année 2003. Dans chaque cas, les totaux correspondants pour l'ensemble des administrations publiques, des entreprises publiques et de l'ensemble du secteur public ont été révisés.

Les données sont au 31 décembre.

1. Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel. Inclut les employés au Canada et à l'extérieur du Canada.
2. L'administration publique générale fédérale comprend les réservistes et les membres des forces armées canadiennes à temps plein.
3. Les salaires et traitements sont une somme annuelle. Incluent les employés au Canada et à l'extérieur du Canada.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 183-0002.

Tableau 17.6 Personnel militaire et rémunération, 2002 à 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	nombre annuel moyen d'employés				
Canada et extérieur du Canada	82 217	83 766	84 059	85 706	87 728
Terre-Neuve-et-Labrador	1 240	1 295	1 402	1 375	1 226
Île-du-Prince-Édouard	263	262	266	284	213
Nouvelle-Écosse	10 526	10 598	10 696	10 830	10 520
Nouveau-Brunswick	4 852	4 949	4 959	5 084	5 300
Québec	15 569	15 384	15 402	16 121	17 663
Ontario	26 907	27 751	27 681	28 413	29 741
Manitoba	3 800	3 960	3 908	3 927	3 824
Saskatchewan	1 103	1 100	1 104	1 150	1 108
Alberta	8 887	9 052	9 209	9 078	9 090
Colombie-Britannique	7 461	7 741	7 776	7 793	7 298
Yukon	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	134	148	153	150	165
Nunavut	x	x	x	x	x
Extérieur du Canada	1 470	1 521	1 496	1 494	1 577
	traitements et salaires annuels totaux en milliers de dollars				
Canada et extérieur du Canada	3 949 221	4 072 576	4 131 026	4 635 783	4 862 433
Terre-Neuve-et-Labrador	42 203	44 635	45 623	55 668	54 956
Île-du-Prince-Édouard	4 722	4 516	4 838	6 299	4 643
Nouvelle-Écosse	560 373	571 509	577 835	645 756	651 303
Nouveau-Brunswick	214 374	218 997	224 536	257 565	271 461
Québec	652 574	667 067	691 186	777 348	868 205
Ontario	1 310 586	1 365 989	1 377 555	1 552 523	1 656 817
Manitoba	192 432	200 137	196 820	220 550	221 301
Saskatchewan	44 146	45 867	47 793	50 570	51 221
Alberta	417 826	426 726	433 678	483 977	504 057
Colombie-Britannique	387 656	399 413	406 287	448 902	424 966
Yukon	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	11 040	11 920	12 102	13 807	15 083
Nunavut	x	x	x	x	x
Extérieur du Canada	111 003	115 550	112 388	122 103	137 954

Notes : Les données d'emploi ne sont pas en équivalent à temps plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

Exclut les employés civils.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 183-0004.

Tableau 17.7 Recettes et dépenses des institutions de services de santé et de services sociaux, 2003 à 2007

	2003	2004	2005	2006	2007
	milliers de dollars				
Recettes	53 363 118	57 163 948	60 362 742	63 712 802	69 039 362
Recettes autonomes	8 066 583	8 417 204	8 985 511	9 508 376	10 326 873
Ventes de biens et de services	6 742 844	7 236 310	7 748 671	8 202 267	8 909 139
Revenus de placements	122 103	146 341	115 278	120 579	130 779
Autres recettes autonomes	1 201 636	1 034 552	1 121 562	1 185 531	1 286 956
Transferts de l'ensemble des administrations publiques	45 296 535	48 746 744	51 377 231	54 204 425	58 712 489
Administration fédérale	857	6 334	6 868	5 282	5 848
Administrations provinciales	45 105 809	48 475 693	51 148 536	53 962 320	58 449 620
Administrations locales	189 869	264 718	221 827	236 823	257 022
Dépenses	55 064 854	59 121 941	61 907 633	63 972 758	69 301 721
Santé	48 856 865	52 582 587	55 037 326	56 800 899	61 568 320
Soins hospitaliers	25 624 256	27 357 155	28 647 459	30 126 928	32 716 547
Soins médicaux	11 272 160	12 110 118	13 164 745	12 842 837	13 902 999
Soins préventifs	953 514	1 077 248	1 167 437	1 224 864	1 327 722
Autres services de santé	11 006 935	12 038 066	12 057 686	12 606 270	13 621 052
Services sociaux	5 998 135	6 315 931	6 641 924	6 938 575	7 484 622
Assistance sociale	58 051	47 541	41 312	4 471	4 906
Autres services sociaux	5 940 084	6 268 390	6 600 611	6 934 104	7 479 716
Service de la dette	205 220	218 531	224 545	233 223	248 713
Logement	4 634	4 893	3 838	61	67
Surplus/déficit (-)	-1 701 734	-1 957 994	-1 544 891	-259 957	-262 359

Note : Année financière se terminant le 31 mars.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0008.

Tableau 17.8 Répartition des sièges de la Chambre des communes, 39^e élection générale, 2006

	Tous les sièges	Parti conservateur du Canada	Parti libéral du Canada	Bloc Québécois	Nouveau Parti Démocratique	Indépendant
	nombre					
Canada	308	124	103	51	29	1
Terre-Neuve-et-Labrador	7	3	4	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard	4	0	4	0	0	0
Nouvelle-Écosse	11	3	6	0	2	0
Nouveau-Brunswick	10	3	6	0	1	0
Québec	75	10	13	51	0	1
Ontario	106	40	54	0	12	0
Manitoba	14	8	3	0	3	0
Saskatchewan	14	12	2	0	0	0
Alberta	28	28	0	0	0	0
Colombie-Britannique	36	17	9	0	10	0
Yukon	1	0	1	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest	1	0	0	0	1	0
Nunavut	1	0	1	0	0	0

Source : Élections Canada.

Abréviations et signes conventionnels



Provinces et territoires

Terre-Neuve-et-Labrador	T.-N.-L.
Île-du-Prince-Édouard	Î.-P.-É.
Nouvelle-Écosse	N.-É.
Nouveau-Brunswick	N.-B.
Québec	Qc
Ontario	Ont.
Manitoba	Man.
Saskatchewan	Sask.
Alberta	Alb.
Colombie-Britannique	C.-B.
Yukon	Yn
Territoires du Nord-Ouest	T.N.-O.
Nunavut	Nt

Unités de mesure

centimètre	cm
degré Celsius	°C
gramme	g
heure	h
kilogramme	kg
kilomètre	km
kilowatt	kW
litre	l
mètre	m
millilitre	ml
watt	W

Les signes dont il est question dans le présent document s'appliquent à toutes les données que Statistique Canada publie, y compris les totalisations simples et les estimations, quelle qu'en soit la source (enquêtes, recensements et fichiers administratifs).

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Note : Dans certains tableaux, les chiffres ont été arrondis. Par conséquent, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Lorsqu'un chiffre n'est pas accompagné d'un signe de qualité de données, cela veut dire que la qualité des données a été jugée « acceptable ou supérieure » selon les politiques et les normes de Statistique Canada.

Les statistiques de cette édition sont celles les plus récentes au moment de sa préparation. Pour obtenir des données plus récentes, veuillez visiter le Canada en statistiques à www.statcan.ca